

Contre les mensonges et les dangers de l'extrême droite

La situation sociale, économique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause), la casse des services publics, les «affaires» qui touchent le monde politico-financier, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation permanente des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le bol.

Les politiques menées par les gouvernements successifs ne répondent pas à cette situation. En renonçant à affronter réellement les pouvoirs de la finance et en répondant aux exigences du patronat et de la troïka (Commission européenne, FMI, BCE) plutôt qu'aux revendications du monde du travail, ce gouvernement, après bien d'autres, nourrit aussi le discrédit du « politique ». Par ailleurs, son refus d'accorder le droit de vote aux étrangers, ses reculades en matière d'amélioration ou de nouveaux droits de la famille (PMA, adoption, divorce, reconnaissance des enfants nés à l'étranger, etc.) prête le flanc aux idées réactionnaires.

Profiter du désespoir

L'extrême-droite, et le Front national en particulier, se présente comme « anti-système », en défense du peuple, des « laissés-pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé et de la xénophobie. Il ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Un tel projet ouvre la voie à la haine et à l'exclusion.

Priorité au capitalisme national

La vision d'extrême-droite d'un capitalisme régulé à la française est une illusion qui tend à faire croire que patrons et ouvriers « français » auraient les mêmes intérêts ! Les mesures proposées par le FN favorisent d'abord le patronat, puisqu'il propose d'alléger le coût du travail, sans pour autant grever le pouvoir d'achat des ménages, en d'autres termes de baisser toujours plus les cotisations patronales...

Sur la question du temps de travail, il défend sans complexe l'arnaque du travailler plus pour gagner plus...

Et les fonctionnaires ?

L'extrême-droite française et notamment le FN se sont construits avec, entre autre, des mouvements poujadistes, anti-fonctionnaires et contre tout principe d'un état social.

Aujourd'hui, le FN voit dans les fonctionnaires un électorat potentiel déçu par les politiques d'austérité et prétend pouvoir répondre à leur mal être. Le leurre ne prend pas quand on rappelle que ce parti prône une fonction publique et des fonctionnaires aux ordres absolus d'un pouvoir autoritaire et antisocial, et non au service de l'ensemble de la population.

L'immigration, bouc-émissaire de tous les maux

L'extrême droite veut instaurer une ségrégation raciste contre les travailleurs et travailleuses immigrés alors qu'ils participent largement à la solidarité nationale à travers les cotisations sociales et les impôts.

Elle ne cesse dans ses discours de haine de vouloir nous diviser, d'opposer les travailleur-euses français-es et immigré-es, les salarié-es du public et du privé,

les chômeur-euses contre les salarié-es... épargnant les véritables coupables que sont les possédants.

Contre le racisme et la désignation de faux ennemis, nous défendons au contraire la solidarité de classe entre les travailleurs et travailleuses !

Les droits des femmes dévoyés

Le FN se prétend même être le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration.

Dans les rangs de l'extrême droite militent les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères. On y retrouve les militant-es « pro-life » qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école et contre l'égalité femmes-hommes (au même titre qu'ils sont opposés au mariage homosexuel).

Les acquis des femmes sont le fruit de luttes que l'extrême droite a combattu !

Nous condamnons le fascisme sous toutes ses formes et partout dans le monde.

Nous réaffirmons, sans concession, notre antifascisme, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical : celui-ci repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective internationaliste d'émancipation et de transformation sociale.

Cette perspective et la défense de nos valeurs supposent la solidarité entre toutes et tous les salarié-es, les chômeurs/euses, les retraité-es, la solidarité internationale et le refus de toute forme de racisme, de sexisme, d'homophobie.

Face à l'extrême droite, rassemblons nos forces, soyons mobilisés pour la défense de nos valeurs !